

## COMPTE RENDU

### Séance du conseil d'administration CIAS 07 décembre 2021 – Salon la Tour

CIAS DU PAYS D'UZERCHE

Afférents au C.C : 25

En exercice : 25

Présents ou remplacés par un suppléant : 13

Votants : 16

L'an deux mil vingt et un, le 07 décembre 2021, par arrêté du 29 novembre 2021, le Conseil d'administration du CIAS du Pays d'Uzerche s'est réuni à la salle polyvalente de Salon la Tour, sous la présidence de Madame Catherine CHAMBRAS.

**Étaient présents :** M. Serge BOURBOULOUX, Mme Corinne BOUYASSE, M. Jean-Jacques CAFFY, Mme Catherine CHAMBRAS, M. Jean-Michel FAUGERAS, M. Michel LAUTRETE, Mme Milena LOUBRIAT, M. Christian MANEUF, Mme Janine POUJOL, Mme Nathalie RAUFLET, Mme Anne-Marie CESSAC, Mme Danielle DUMOND, M. Paul FREYSSINET

**Absents excusés :**

Mme Odette CIBLAC ayant donné procuration à Mme Catherine CHAMBRAS

Mme Isabelle LAMBERT ayant donné procuration à Mme Janine POUJOL

M. Claude PEGOURDIE ayant donné procuration à Mme Corinne BOUYASSE

M. Christian BELLEVILLE, Mme Delphine BOUDET, Mme Chrystèle FOURNIE, Mme Jacqueline EMERIT,

Mme Marjolaine GODET, M. Benjamin LAPORTE, Mme Véronique SAUBION, Mme Christine LAPORTE,

M. Alain TRASSOUDAIN

**Secrétaire de séance :** Marie FOURNY

Le compte-rendu de la séance précédente n'appelle pas d'observation et est adopté à l'unanimité.

#### ATELIER DE PREVENTION « AIDANTS, VOTRE SANTE, PARLONS-EN ! » DE LA MUTUALITE FRANCAISE NOUVELLE AQUITAINE

Madame Corinne BOUYASSE – Vice-Présidente – rappelle que la Mutualité Française Nouvelle Aquitaine met en œuvre des programmes dans les domaines de la prévention et de l'éducation en santé principalement pour les seniors, vivant à domicile.

La Mutualité Française Nouvelle Aquitaine souhaite développer l'atelier « Aidants, votre santé, parlons-en ! » sur Perpezac le Noir. L'objectif de ce programme est de :

- Favoriser la prise en compte par l'aidant de son rôle auprès de son proche et de sa santé
- Inciter l'aidant à devenir acteur de sa santé
- Favoriser la prise de conscience de l'existence de réponses tant pour l'aidant (répits, soutien...) que pour la personne accompagnée (financières, humaines, techniques ...)

La Mutualité Française Nouvelle Aquitaine, avec le soutien de la Conférence des financeurs de Corrèze et l'ARS Nouvelle Aquitaine, souhaite proposer au 2ème semestre 2021 : Un temps de sensibilisation grand public sur la santé des proches aidants et 3 ateliers à destination des aidants (santé physique, santé psychique, santé sociale)

Ces deux temps ont également pour vocation de valoriser les ressources du territoire

Si la Mutualité Française Nouvelle Aquitaine est porteuse du projet, elle souhaite s'appuyer sur les organismes locaux comme les Instances de Coordination de l'Autonomie et les communes pour la mise en place et la communication.

Corinne BOUYASSE : Il faut que les aidants se donnent le droit de prendre le temps, de souffler ; mais ce n'est pas toujours facile. Cela est encore plus difficile dans le milieu rural. (propos confirmés par l'ensemble de l'assemblée).

Janine POUJOL : L'accueil position à la maison de retraite est méconnu alors aller à un atelier, cela semble compliqué. Il faudrait s'appuyer sur les médecins.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la mise en place de l'atelier à Perpezac le Noir,
- **RAPPELLE** qu'un tel partenariat fait partie intégrante des missions de l'ICA du Pays d'Uzerche,
- **AUTORISE** Mme la Présidente ou son représentant à promouvoir cette action sur le territoire,
- **AUTORISE** Mme la Présidente ou son représentant à signer les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente

délibération.

#### PARTENARIAT FRANCE ALZHEIMER CORREZE

Créée en 2000, France Alzheimer Corrèze et maladies apparentées est l'une des 100 associations départementales affiliées à l'Union Nationale France Alzheimer, reconnue d'utilité publique dans le cadre de cette maladie.

Ses missions sont d'accompagner et de soutenir les familles, sensibiliser l'opinion, impliquer les pouvoirs publics, contribuer à la recherche, former les professionnels. France Alzheimer Corrèze propose différentes actions envers les aidants familiaux, les familles ou les professionnels, à savoir : musicothérapie, café mémoire / papotage, formation des professionnels, réunions d'information, information, groupes de parole, entretiens individuels, sophrologie, gym cerveau, formation des aidants, séjours de vacances...

France Alzheimer Corrèze a déjà signé un partenariat « ville aidante » avec Perpezac le Noir, Vigéois, et Uzerche, mais souhaite s'appuyer sur les organismes locaux comme l'ICA pour la mise en place, la communication, et être le relais local des actions de l'association.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la signature par Madame la Présidente ou son représentant de la charte « Ville/CIAS aidant(e) »,
- **AUTORISE** Mme la Présidente ou son représentant à promouvoir cette action sur le territoire,
- **AUTORISE** Mme la Présidente ou son représentant à signer les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente

délibération

Catherine CHAMBRAS : l'ICA doit être une aide à la communication , un relais, un moyen de diffuser l'information.

## COMPTE RENDU

### Séance du conseil d'administration CIAS

07 décembre 2020 - Uzerche

#### ICA : BILAN DES SERVICES PROPOSES EN 2021 ET FEUILLE DE ROUTE 2022

Madame la Présidente rappelle que dans le cadre de l'Instance de Coordination de l'Autonomie, différents services sont mis en place sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche, dont :

- Le point accueil information
- Le service de Coordination, de veille et d'alerte
- Le service d'aide administrative
- Les ateliers de prévention du vieillissement
- Le service mandataire d'aide à domicile
- Le service de transport à la carte par taxi
- Le point d'accompagnement informatique
- Le service Voisineurs
- de l'Aide aux aidants animé par Ehpad de Lubersac en collaboration ICA Lubersac

Après s'être vu présenté un bilan des services pour l'exercice 2021, l'assemblée est invitée à se prononcer sur une feuille de route des ateliers de prévention pour l'année 2022.

### Feuille de route prévention ICA d'Uzerche 2022

Titre de l'action	Thématique(s) traitée(s)	Besoin(s) repéré(s)	Descriptif synthétique du projet	Objectif(s)	Public	Calendrier et lieu(x)	Partenariat (s)
<b>Vélo cognitif</b>	Entretien des capacités physiques et intellectuelles	Faire travailler les capacités intellectuelles et cognitives.	Travailler la mémoire en s'amusant tout en pédalant	* Maintenir une certaine activité intellectuelle et manuelle, afin de préserver leur niveau d'autonomie.	PA	à l'Ehpad Sur rendez-vous	Ehpad de Vigéois EHPAD d'Uzerche
<b>Atelier toucher massage</b>	améliorer le bien-être physique et mental	d'offrir un temps de détente aux aidants	maintenir, créer, développer une communication par le toucher/massage avec la personne massée,	* Garder une ouverture sur la vie pour ne pas avoir la sensation d'être inutile.	PA	à l'Ehpad Sur rendez-vous	Ehpad de Vigéois
<b>réflexologie</b>	améliorer le bien-être physique et mental	d'offrir un temps de détente aux aidants	procure une détente profonde et possède un aspect réparateur et préventif	* Favoriser l'estime de soi, et susciter l'envie de participer à des activités.	PA	à l'Ehpad Sur rendez-vous	Ehpad de Vigéois
<b>Atelier mémoire</b>	Pour exercer et entretenir votre mémoire	Faire travailler les capacités intellectuelles et cognitives.	se donner des repères pour faciliter la vie au quotidien	* Renforcer la confiance en ses capacités physiques et diminuer la gravité et l'appréhension de la chute.	PA	à l'Ehpad Sur rendez-vous	EHPAD d'Uzerche
<b>Bal du mardi</b>	Rompre l'isolement	rompre l'isolement, créer du lien social et contribuer au maintien de la santé	Revoir les amis, discuter, danser	* partager et transmettre son savoir	Inter génération Tous public	1 mardi par mois	Mis en place par la Tannerie Uzerchoise
<b>Gymnastique adaptée et/ou marche nordique</b>	Entretien des capacités physiques et cognitives	Retarder le vieillissement par des activités physiques et cognitives.	Pratiquer de la gymnastique adaptée au public âgé et/ou handicapé Cumulé à de la marche avec des bâtons de marche nordique (travail du bas et du haut du corps)	* rompre l'isolement	PA PH	Hebdomadaire Mis en place à l'année  Au plus proche du lieu de vie  Lieu = En salle ou en extérieur	Profession sport  Comité EPGV
<b>Atelier Mémoire</b>	Pour exercer et entretenir votre mémoire	Faire travailler les capacités intellectuelles et cognitives.	se donner des repères pour faciliter la vie au quotidien		PA	Janvier à Avril 2021 à Uzerche (défini par Asept)	ASEPT
<b>France Alzheimer Corrèze</b>	Soutien des malades et des aidants	Soutien, écoute, accompagnements, formation des aidants et des malades	Mise en place sur le secteur d'action à destination des aidants et des malades		Tous	Au plus près des besoins	France Alzheimer Corrèze

*Ainsi que le report éventuel des ateliers 2021, ayant dû être annulé pour des raisons sanitaires*

Corine BOUYSSSE : La première tape, pour les Voisineurs, c'est de faire entrer quelqu'un. Peut-être faudrait-il que le bénévole soit associé à quelqu'un de la commune, visage connu, pour une acceptation plus aisée.

Jean-Jacques CAFFY : Sur Meilhards, 6 personnes font des visites, mais sans être connues de l'ICA et n'entrant donc pas dans le dispositif.

Miléna LOUBRIAT : Sur Orgnac, les membres du CCAS effectuent des visites.

## COMPTE RENDU

### Séance du conseil d'administration CIAS

07 décembre 2020 - Uzerche

Catherine CHAMBRAS : L'important c'est de renforcer le réseau et de connaître les gens.

Le Conseil d'administration, après délibération, et à l'unanimité :

- **APPROUVE** le bilan des services 2021
- **VALIDE** la feuille de route pour l'année 2022
- **DEMANDE** à Mme la Présidente de bien vouloir transmettre cette délibération au Conseil Départemental de la Corrèze.

#### **SERVICE DE COORDINATION POUR L'AUTONOMIE DES PERSONNES AGEES ET HANDICAPEES - Les tarifs 2022**

Mme la Présidente précise que dans le cadre de l'Instance de Coordination, certaines aides sont attribuées aux personnes âgées et handicapées.

Mme la Présidente propose au conseil d'administration de fixer les tarifs liés aux offres proposées par l'Instance. Ces tarifs seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Le conseil d'administration, après délibération, à l'unanimité :

- **DECIDE** de maintenir les services,
- **FIXE** les tarifs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 comme suit :

Evolution des tarifs	Tarifs 2022
Frais d'adhésion au service	Montant forfaitaire de <b>20</b> €uros par an non remboursable
Les missions socles obligatoires : - point Accueil primo-information, - Aide administrative simple, - Service coordination, veille et alerte - Point accompagnement informatique	Services gratuits <u>sans</u> frais d'adhésion au service
Demandes de calcul des frais de licenciement pour des personnes n'utilisant pas le service Mandataire	Montant forfaitaire de 30 €uros ne nécessitant pas d'adhésion
Service Mandataire d'aide-ménagère	Frais d'adhésion + montant forfaitaire de <b>50</b> € par an non remboursable (non bénéficiaire APA) Frais d'adhésion + montant forfaitaire de <b>100</b> € par an non remboursable (bénéficiaires APA)
Service de transport à la carte par taxi	Frais d'adhésion + prise en charge de 50% du trajet par taxis pour 2 déplacements maximum par mois sur le territoire de la Communauté de Communes.
Service Voisineurs	Basé sur le bénévolat
Aide aux aidants	Porté par l'Ehpad de Lubersac sur le canton d'Uzerche
Les ateliers d'animation et de prévention : * atelier « gymnastique adaptée » * ...	Coût pour les participants 50€ + frais d'adhésion (selon délibération 2019-07-03 du 10/07/2019)

Après avoir entendu l'exposé de Mme la Présidente, et après délibération, le conseil d'administration à l'unanimité :

- **VALIDE** les services et les tarifs associés pour l'année 2022,
- **RAPPELLE** que les tarifs pour les ateliers de gymnastique adaptée ont été votés en juillet 2021 pour l'année sportive 2021/2022 et que les tarifs 2022/2023 feront l'objet d'une délibération ultérieure,
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant à signer les différentes conventions de partenariat pour l'exercice des services,
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant à signer les avenants et tous les documents nécessaires à la bonne exécution des présentes convention et délibération,
- **DIT** que les recettes et les dépenses en résultant seront imputées sur le budget de l'exercice correspondant.

#### **CONVENTIONNEMENT AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA CORREZE - SERVICE PRESTATAIRE – aide à domicile**

Madame Corinne BOUYSSSE - Vice-Présidente rappelle à l'assemblée que la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche exerce la compétence maintien à domicile et gère notamment un service prestataire d'aide à domicile. Ce service est donc géré par le CIAS du Pays d'Uzerche depuis 2017.

Madame la Vice-Présidente informe le conseil que ce type de service peut être également géré par une société privée ou une association. Ces dernières ont vu évoluer leur convention collective et afin d'avoir une approche globale envers l'ensemble des SAAD, quel que soit leur statut afin de ne pas fragiliser une partie du secteur et permettre une revalorisation effective des salaires de toutes les aides à domicile, le conseil départemental de la Corrèze souhaite conventionner avec le CIAS notamment.

Ainsi, le Département prendrait en charge le surcoût des revalorisations salariales pour le SAAD sur la quote-part liée à l'activité APA et PCH sur le 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2022 via une dotation de compensation venant atténuer la charge supplémentaire pour le service pour ne pas la répercuter sur le reste à charge supporté par les usagers.

Madame la Vice-Présidente précise que les modalités applicables à la fonction publique en matière de rémunération sont encadrées légalement et que les hypothèses de revalorisations sont à l'étude. Néanmoins, il est proposé de conventionner avec le CD19.

Nathalie RAUFLET : Est-il possible de mutualiser. Il est important de former les agents. Ne pas hésiter à donner et demander des informations.

Christian MANEUF : Comment va se passer la revalorisation.

Corine BOUYSSSE + Catherine CHAMBRAS : Revalorisation du régime indemnitaire en principe car seul levier possible pour une collectivité.

Après délibération, le conseil d'administration, à l'unanimité :

- **VALIDE** le conventionnement avec le Conseil Départemental de la Corrèze,
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant à signer ladite convention et tout document nécessaire à sa bonne exécution,
- **DIT** que les recettes liées seront impactées sur le budget de l'exercice.

## COMPTE RENDU

### Séance du conseil d'administration CIAS 07 décembre 2020 - Uzerche

#### TARIFS DU SERVICE PRESTATAIRE – aide à domicile

Madame Corinne BOUYSSSE - Vice-Présidente rappelle à l'assemblée que la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche exerce la compétence maintien à domicile et gère notamment un service prestataire d'aide à domicile. Ce service est donc géré par le CIAS du Pays d'Uzerche depuis 2017. Compte tenu de l'évolution du service, il est proposé au Conseil de se prononcer sur la tarification dudit service. Madame Corinne BOUYSSSE rappelle que le conseil d'administration avait acté que le taux horaire d'intervention du lundi au samedi serait le taux fixé par la CNAV (ce tarif est donc revu automatiquement et de plein droit, conformément à la délibération prise par la CARSAT, sauf délibération contraire du CIAS)

Après avoir entendu l'exposé de Madame la Vice-Présidente, le conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE** de fixer les tarifs comme suit :

PRESTATION	TARIF ACTUEL	TARIF AU 01-04-2022
CARSAT	24.50 €	24.50 €
CNRACL	24.50 €	24.50 €
PCH	21.21 €	21.21 €
CDAS	22.00 €	22.00 €
MUTUELLES	21.10 €	24.50 €
APA « normal »	21.10 €	26.30 €
APA « mini vieillesse »	21.10 €	22.15 €
CIAS – heure dépassement ou sans prise en charge	21.10 €	24.50 €
CIAS – dimanche et jour férié	27.37 €	28.00 €
Tarif du kilomètre (prestation « courses »)	0.50 €	0.50 €
Frais de gestion administrative (mensuel)	2.00 €	3.0

- **RAPPELLE** que le taux horaire d'intervention du lundi au samedi pour les organismes appliquant le taux CNAV sera donc revu automatiquement et de plein droit, conformément à la délibération prise par la CARSAT, sauf délibération contraire du CIAS,
- **DIT** que ces tarifs seront applicables dès le 1<sup>er</sup> avril 2022,
- **DIT** que les tarifs fixés par le Conseil départemental de la Corrèze seront automatiquement appliqués conformément à la délibération prise par ce dernier,
- **DIT** que le taux horaire d'intervention du lundi au samedi pourra être revu en application du % de revalorisation autorisé par le décret et **PRECISE** qu'une dérogation à l'application du taux prévu par décret pourra être demandée au conseil départemental,
- **DIT** que les bénéficiaires et les différentes institutions partenaires seront informées de la nouvelle tarification,
- **DIT** que les recettes liées seront impactées sur le budget de l'exercice.

#### REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DU MULTIACCUEIL : MODIFICATIONS

Madame la Présidente rappelle que le CIAS a en charge l'action sociale exercée sur le territoire de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche – conformément aux statuts –.

Elle précise qu'un règlement de fonctionnement est établi pour chacune des structures enfance jeunesse et petite enfance. Madame la Présidente précise qu'il est nécessaire d'apporter des précisions au règlement du multi accueil afin de tenir compte des évolutions de la législation en vigueur :

- Précision taux d'encadrement 1 adulte pour 5 enfant qui ne marchent pas ou 1 pour 8 enfants qui marchent
- Compléments des pièces justificatives à l'inscription
  - Certificat médical daté de moins de 2 mois, attestant l'absence de toute contre-indication à l'accueil en collectivité
  - Copies des documents attestant du respect des obligations vaccinales en vigueur
- Modalité d'accueil en surnombre
- Modalité d'organisation en cas de sortie en dehors de l'enceinte de l'établissement
- Annexes : protocoles obligatoires
  - situations d'urgences et recours aux services du SAMU/pompiers
  - modalités de délivrance de soins spécifiques
  - mesures préventives d'hygiène générale et les mesures renforcées en cas d'épidémie ou maladie contagieuse
  - conduite à tenir en cas de suspicion de maltraitance

Après lecture du règlement de fonctionnement du Multi-Accueil, et précisions sur les modifications apportées, le Conseil d'administration, à l'unanimité :

- **VALIDE** le nouveau règlement de fonctionnement du multi-accueil « Ile aux rêves », annexé,
- **DEMANDE** à Madame la Présidente de bien vouloir informer les bénéficiaires et les partenaires institutionnels et financiers de cette modification.

#### ORGANISATION PREVISIONNELLE DE D'UN SEJOUR DANS LE CADRE DES ALSH – VACANCES D'AVRIL 2022

Madame la Vice-Présidente, rappelle à l'assemblée que le Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays d'Uzerche exerce la compétence Enfance Jeunesse (de 10 semaines à 18 ans), et qu'à ce titre elle dispose notamment de deux structures « Accueil de Loisirs Sans Hébergement » l'une sur Uzerche et l'autre sur Vigeois.

Afin de développer l'offre des activités, il est habituellement proposé d'organiser différents séjours sur la période. La crise sanitaire et les différents protocoles qui en découlent, ont rendu l'organisation compliquée voire impossible. Dans l'objectif d'un retour « à la normale », nous souhaiterions vous demander la possibilité de planifier un séjour pour les vacances d'avril 2022. Ils se dérouleront dans le respect des règles qui seront en vigueur.

Madame la Vice-Présidente explique que cet accord de principe permettra d'engager les démarches dès qu'elles seront possibles et raisonnables avant le prochain conseil d'administration qui se déroulera sûrement tardivement par rapport aux délais nécessaires d'organisation, de publicité aux familles...

## COMPTE RENDU

### Séance du conseil d'administration CIAS

### 07 décembre 2020 - Uzerche

A noter que les séjours ne seront proposés qu'aux enfants de plus de 8 ans (protocole sanitaire et activités proposées), qu'une attention particulière sera portée à l'état de santé des enfants avant le départ et que toute suspicion de symptômes évoquant un cas de covid 19 pourra mettre fin au séjour pour l'enfant concerné ou le groupe d'enfants en fonction de l'avis des autorités compétentes.

Séjour à la Martière du 25 au 29 avril 2022 proposant du char à voile, VTT, un tour de fort boyard en bateau, de la pêche à pieds, visite du phare de Chassiron et son musée.....

Madame la Vice-Présidente indique que le coût par enfant s'élèvera au maximum à 620 €.

Madame la Vice-Présidente rappelle qu'habituellement la mise en place d'une participation familiale est votée à 50%.

Après délibération, le Conseil d'administration, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la réalisation du séjour à la Martière du 25 au 29 avril 2022, au regard des conditions sanitaires en vigueur ;
- **APPROUVE** la mise en place d'une participation familiale,
- **FIXE** le montant des participations familiales à 50% du coût du séjour par enfant dans la limite de 310 € TTC par enfant pour le séjour réalisé pendant les vacances d'avril 2022,
- **PRECISE** que des ajustements (date, activités, lieu...) pourront être modifiés afin de permettre la réalisation d'un ou plusieurs séjours pendant les vacances d'avril dans la mesure où les coûts n'excéderaient pas 310 € par enfant,
- **DIT** que si le montant réel du séjour et donc de la participation familiale sont plus élevés, ils feront l'objet d'une nouvelle délibération lors du prochain conseil d'administration,
- **AUTORISE** à titre exceptionnel le versement d'un acompte ou arrhes aux prestataires avant réalisation du séjour pour finaliser la réservation,
- **A CONSCIENCE** qu'il peut arriver que des pénalités soient appliquées en cas de sous-effectif ou d'annulation des séjours et accepte ces dernières le cas échéant,
- **DEMANDE** à Madame la Présidente de déposer un dossier de demande de subvention auprès des services du Conseil Départemental de la Corrèze,
- **DIT** que si une subvention pour la réalisation de ce séjour est obtenue, le montant par enfant sera déduit du montant demandé à la famille,
- **DIT** que les dépenses et recettes liées seront affectées au budget du CIAS du Pays d'Uzerche.

#### DELIBERATION DE PRINCIPE AUTORISANT LE RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3-1 ;

Considérant que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents contractuels indisponibles ;

Considérant que les besoins du service peuvent justifier le recrutement d'un agent contractuel pour accroissement temporaire d'activité ;

Considérant que les besoins du service peuvent justifier le recrutement d'un agent contractuel pour accroissement saisonnier d'activité ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **AUTORISE** Madame la Présidente à recruter des agents contractuels pour remplacer des fonctionnaires ou des agents contractuels momentanément indisponibles,
- **AUTORISE** Madame la Présidente à recruter des agents contractuels non permanents en cas d'accroissement temporaire d'activité (article 3 1° de la loi de 84),
- **AUTORISE** Madame la Présidente à recruter des agents contractuels non permanents en cas d'accroissement saisonnier d'activité (article 3 2° de la loi de 84),
- **DIT** que Madame la Présidente est chargée de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil,
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 de la collectivité.

#### CREATION DE POSTES au 1<sup>er</sup> février 2022

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi 83/634 du 13 juillet 1983 portant droit et obligation des fonctionnaires,

Vu la loi 84/53 du 26 janvier 1984 modifiée portant disposition statutaire relative à la fonction publique territoriale,

Vu l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifié, disposant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe

délibérant de la collectivité ou de l'établissement si et seulement si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant le permettent.

Considérant les besoins croissants de certains services, afin de répondre correctement aux missions de service public ;

Considérant la nécessité de pérenniser certains emplois ;

Madame la Présidente propose au conseil de procéder aux recrutements de :

- 1 agent social à temps complet à compter du 01 février 2022
- 2 adjoints d'animation territoriaux à temps complet à compter du 01 février 2022

Madame la Présidente précise que la condition financière est remplie et qu'il appartient donc au conseil communautaire de se prononcer sur la création de ces postes.

Le conseil d'administration, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE** la création de 1 poste d'agent social à temps complet à compter du 01 février 2022,
- **DECIDE** la création de 2 postes d'adjoints d'animation territoriaux à temps complet à compter du 01 février 2022,
- **DONNE** tous pouvoirs à Madame la Présidente pour le recrutement de ces agents,
- **AUTORISE** Madame la Présidente à prendre l'arrêté de nomination et tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la délibération,
- **DEMANDE** à Madame la Présidente de saisir le Comité Technique pour la mise à jour du tableau des effectifs,



## COMPTE RENDU

### Séance du conseil d'administration CIAS

07 décembre 2020 - Uzerche

- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la collectivité.

#### **TELETRAVAIL AU SEIN DU CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE DU PAYS D'UZERCHE**

Madame la Présidente rappelle que le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de son employeur sont réalisées hors de ces locaux de façon régulière et volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication ;

Madame la Présidente précise que le télétravail est organisé au domicile de l'agent ou, éventuellement, dans des locaux professionnels distincts de ceux de son employeur public et de son lieu d'affectation et qu'il s'applique aux fonctionnaires et aux agents publics non-fonctionnaires ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 modifié relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 30 novembre 2021

Considérant que les agents exerçant leurs fonctions en télétravail bénéficient des mêmes droits et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d'affectation ;

Considérant que l'employeur prend en charge les coûts découlant directement de l'exercice des fonctions en télétravail, notamment le coût des matériels, logiciels, abonnements, communications et outils ainsi que de la maintenance de ceux-ci ;

Le télétravail est une forme d'organisation du travail, utilisant les technologies de l'information et de la communication, et dans laquelle les fonctions, qui auraient pu être réalisées dans les locaux de l'employeur, sont effectuées hors de ces locaux, de manière régulière et volontaire.

Statutairement, les fonctionnaires et les agents contractuels des trois fonctions publiques (État, territoriale, hospitalière) peuvent exercer leurs fonctions dans le cadre du télétravail.

Le télétravail n'est pas compatible avec toutes les activités et tous les métiers de la collectivité ou de l'établissement public. Les postes éligibles au télétravail doivent être sélectionnés dans l'intérêt de la collectivité ou de l'établissement public qui doit veiller à la qualité et à la continuité de ses missions et dans l'intérêt des agents qui doivent bénéficier des meilleures conditions pour atteindre leurs objectifs professionnels en télétravail. Le télétravail n'est donc possible que sur certains postes seulement. Ces postes doivent être précisés, après avis du comité technique, dans la délibération instaurant le télétravail au sein de la collectivité.

L'introduction du télétravail au sein d'une structure suppose au préalable la définition d'un projet, décliné sous la forme d'une **délibération** de l'assemblée délibérante prise après **avis du Comité Technique (CT), transmise pour information au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT)**.

Le télétravail ne peut excéder **3 jours** par semaine (*ce seuil peut s'apprécier sur une base mensuelle*)

Dérogations au seuil de 3 jours par semaine

- A la demande des agents dont l'état de santé, le handicap ou l'état de grossesse le justifient et après avis du service de médecine préventive ou du médecin du travail ; Cette dérogation est renouvelable, après avis du service de médecine préventive ou du médecin du travail, il peut être dérogé pour 6 mois maximum aux quotités susvisées.
- Lorsqu'une autorisation temporaire de télétravail a été demandée et accordée en raison d'une situation exceptionnelle perturbant l'accès au service ou le travail sur site

Le télétravail peut être accordé pour des raisons médicales.

L'autorisation de télétravail est délivrée pour un recours régulier ou ponctuel au télétravail. Elle peut prévoir l'attribution de jours de télétravail fixes au cours de la semaine ou du mois ainsi que l'attribution d'un volume de jours flottants de télétravail par semaine, par mois ou par an dont l'agent peut demander l'utilisation à l'autorité responsable de la gestion de ses congés.

Un agent peut, au titre d'une même autorisation, mettre en œuvre ces différentes modalités de télétravail.

#### **1. Détermination des activités éligibles au télétravail**

Tous les grades de toutes les filières sont concernés par la mise en place du télétravail, dès lors qu'il ne constitue pas un frein au bon fonctionnement des services étant entendu que certaines fonctions impliquant une présence physique sur le lieu de travail habituel et/ou un contact avec les administrés ou collaborateurs sont par nature incompatibles avec le télétravail.

#### **2. Locaux mis à disposition pour l'exercice du télétravail**

Le télétravail aura lieu au domicile des agents ou tout autre lieu après autorisation par l'autorité.

#### **3. Règles à respecter en matière de sécurité des systèmes d'information et de protection des données :**

La sécurité des systèmes d'information vise les objectifs suivants :

- **La disponibilité** : le système doit fonctionner sans faille durant les plages d'utilisation prévues et garantir l'accès aux services et ressources installées avec le temps de réponse attendu ;
- **L'intégrité** : les données doivent être celles que l'on attend, et ne doivent pas être altérées de façon fortuite, illicite ou malveillante. En clair, les éléments considérés doivent être exacts et complets ;
- **La confidentialité** : seules les personnes autorisées ont accès aux informations qui leur sont destinées. Tout accès indésirable doit être empêché ;

Le responsable du traitement, est astreint à une obligation de sécurité. Il doit faire prendre les mesures nécessaires pour garantir la confidentialité des données et éviter leur divulgation :

- Les données contenues dans les fichiers ne peuvent être consultées que par les services habilités à y accéder en raison de leurs fonctions.

## COMPTE RENDU

### Séance du conseil d'administration CIAS

07 décembre 2020 - Uzerche

- Le responsable du traitement doit prendre toutes mesures pour empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. S'il est fait appel à un prestataire externe, des garanties contractuelles doivent être envisagées.
- Les mesures de sécurité, tant physique que logique, doivent être prises. (par ex : Protection anti-incendie, copies de sauvegarde, installation de logiciel antivirus, changement fréquent des mots de passe alphanumériques d'un minimum de 8 caractères.)
- Les mesures de sécurité doivent être adaptées à la nature des données et aux risques présentés par le traitement.

D'autres aspects peuvent aussi être considérés comme des objectifs de la sécurité des systèmes d'information, tels que :

- **La traçabilité (ou « Preuve »)** : garantie que les accès et tentatives d'accès aux éléments considérés sont tracés et que ces traces sont conservées et exploitables ;
- **L'authentification** : L'identification des utilisateurs est fondamentale pour gérer les accès aux espaces de travail pertinents et maintenir la confiance dans les relations d'échange ;
- **La non-répudiation et l'imputation** : Aucun utilisateur ne doit pouvoir contester les opérations qu'il a réalisées dans le cadre de ses actions autorisées, et aucun tiers ne doit pouvoir s'attribuer les actions d'un autre utilisateur.

**Les données à caractère personnel ne peuvent être recueillies et traitées que pour un usage déterminé et légitime, correspondant aux missions de l'établissement, responsable du traitement. Tout détournement de finalité est passible de sanctions pénales.**

Seules doivent être enregistrées les informations pertinentes et nécessaires pour leur finalité. Les données personnelles doivent être adéquates, pertinentes et non excessives au regard des objectifs poursuivis.

#### 4. **Règles à respecter en matière de temps de travail, de sécurité et de protection de la santé :**

L'agent assurant ses fonctions en télétravail doit effectuer les mêmes horaires que ceux réalisés habituellement au sein de la collectivité ou de l'établissement.

Néanmoins, toute modification ponctuelle fera l'objet d'une demande préalable écrite à la hiérarchie et ne sera effective qu'après accord de celle-ci.

Durant ces horaires, l'agent doit être à la disposition de son employeur sans pouvoir vaquer librement à ses occupations personnelles.

Il doit donc être totalement joignable et disponible en faveur des administrés et/ou de ses collaborateurs et/ou de ses supérieurs hiérarchiques. Par ailleurs, l'agent n'est pas autorisé à quitter son lieu de télétravail pendant ses heures de travail.

Si l'agent quitte son lieu de télétravail pendant ses heures de travail sans autorisation préalable de l'autorité territoriale, ce dernier pourra être sanctionné pour manquement au devoir d'obéissance hiérarchique.

L'agent pourra également se voir infliger une absence de service fait pour le temps passé en dehors de son lieu de télétravail.

Enfin, tout accident intervenant en dehors du lieu de télétravail pendant les heures normalement travaillées ne pourra donner lieu à une reconnaissance d'imputabilité au service.

Toutefois, durant sa pause méridienne, conformément à la réglementation du temps de travail de la collectivité ou de l'établissement, l'agent est autorisé à quitter son lieu de télétravail.

L'agent assurant ses fonctions en télétravail devra indiquer de façon détaillée le lieu où se déroulera l'activité de télétravail, ainsi que ses conditions d'installation.

L'agent devra informer sa compagnie d'assurance-habitation de sa situation de télétravail à domicile et s'assurer qu'il est couvert à cet effet pour lui-même ainsi que pour le matériel utilisé.

#### 5. **Modalités d'accès des institutions compétentes sur le lieu d'exercice du télétravail afin de s'assurer de la bonne application des règles applicables en matière d'hygiène et de sécurité :**

Une délégation du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) peut réaliser une visite sur le lieu d'exercice des fonctions en télétravail.

L'accès au domicile du télétravailleur est subordonné à l'accord de l'intéressé, dûment recueilli par écrit.

#### 6. **Modalités de contrôle et de comptabilisation du temps de travail :**

- Le système déclaratif

Les modalités de contrôle et de comptabilisation du temps de travail sont convenues entre l'agent et son supérieur hiérarchique. A charge du télétravailleur de gérer l'organisation de son temps de travail et au supérieur hiérarchique de s'assurer que le travail fourni est conforme aux attentes définies préalablement.

#### 7. **Modalités de prise en charge, par l'employeur, des coûts découlant directement de l'exercice du télétravail :**

L'employeur met à la disposition des agents autorisés à exercer leurs fonctions en télétravail les outils de travail suivants :

- Accès à la messagerie professionnelle ;
- Accès aux logiciels indispensables à l'exercice des fonctions ;
- Etc...

L'employeur prend en charge les coûts découlant directement de l'exercice du télétravail, notamment le coût des matériels, logiciels, abonnements, communications et outils ainsi que la maintenance de ceux-ci.

#### 8. **Modalités de formation aux équipements et outils nécessaires à l'exercice du télétravail :**

Le cas échéant, une formation aux équipements et outils nécessaires à l'exercice du télétravail pourra être dispensée à l'agent.

#### 9. **Durée de l'autorisation d'exercer ses fonctions en télétravail**

L'exercice des fonctions en télétravail est accordé sur demande écrite de l'agent. Celle-ci précise les modalités d'organisation souhaitées, notamment les jours de la semaine travaillés sous cette forme ainsi que le ou les lieux d'exercice.

La durée de l'autorisation est fixée à 1 an

L'autorisation peut être renouvelée par décision expresse, après entretien avec le supérieur hiérarchique direct et sur avis de ce dernier. En cas de changement de fonctions, l'agent intéressé doit présenter une nouvelle demande.

## COMPTE RENDU

### Séance du conseil d'administration CIAS

07 décembre 2020 - Uzerche

Il peut être mis fin à cette forme d'organisation du travail, à tout moment et par écrit, à l'initiative de l'administration ou de l'agent, moyennant un délai de prévenance de deux mois. Dans le cas où il est mis fin à l'autorisation de télétravail à l'initiative de l'administration, le délai de prévenance peut être réduit en cas de nécessité de service dûment motivée. Pendant la période d'adaptation, ce délai est ramené à un mois.

Christian MANEUF : Quid du dédommagement ?

Catherine CHAMBRAS : Si dans la fonction publique d'Etat est acté, il est nécessaire pour une collectivité de délibérer. Montant journalier plafonné à 225 € /a.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration, à l'unanimité :

- **DECIDE** l'instauration du télétravail au sein de la collectivité ou de l'établissement à compter du 01/01/2022,
- **DECIDE** la validation des critères et modalités d'exercice du télétravail tels que définis ci-dessus,
- **DIT QUE** les crédits correspondants sont inscrits au budget.

#### REGLEMENT INTERIEUR

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Considérant la nécessité pour le Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays d'Uzerche de se doter d'une charte commune s'appliquant à l'ensemble du personnel communautaire précisant un certain nombre de règles, principes et dispositions relatifs à l'organisation et au fonctionnement des services de l'EPCI,

Considérant que le projet de règlement intérieur soumis à l'examen des instances paritaires a pour ambition, sur la base des dispositions encadrant l'activité du personnel communautaire, de faciliter l'application des prescriptions édictées par le statut de la Fonction Publique Territoriale, notamment en matière :

1. d'organisation du travail
2. d'hygiène et de sécurité
3. de règles de vie dans la collectivité
4. de gestion du personnel
5. de discipline
6. de mise en oeuvre du règlement

Vu les avis du Comité Technique en date du 30 novembre 2021

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration, à l'unanimité :

- **ADOpte** le règlement intérieur du personnel communautaire dont le texte est joint à la présente délibération,
- **DEMANDE** à Mme la Présidente de communiquer ce règlement à tout agent employé au CIAS,
- **DONNE** tout pouvoir à Mme la Présidente pour réaliser les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**Cette délibération abroge et remplace la délibération 2019.07.04 du 10 juillet 2019.**

#### COMPTABILITE MODIFICATION DE LA CLE DE REPARTITION - COMPTABILITE – CLE DE REPARTITION – année 2021

Madame Corinne Bouysse - Vice-Présidente, informe le conseil de la demande des partenaires financiers et institutionnels. Afin de pouvoir contrôler la cohérence des budgets prévisionnels et des comptes de résultats transmis, les partenaires financiers souhaitent qu'une clé de répartition soit définie pour les dépenses dites « transversales ». Ces dépenses sont essentiellement les charges de gestion courante, ou de personnel intervenant sur divers services.

Elle rappelle qu'une clé de répartition – venant en appui de la comptabilité analytique avait été mise en place, permettant ainsi d'avoir une vision par service.

Il est rappelé que le conseil, à l'unanimité, avait autorisé que les factures concernant le budget principal et le budget annexe Centre Intercommunal d'Action Sociale (téléphone, loyer...par exemple) soient mandatées sur le budget principal qui utilisera une comptabilité analytique et une refacturation, en application de la délibération « clé de répartition », périodiquement dans l'année. Aussi, il avait été décidé :

- Que les dépenses liées à plusieurs services (par exemple le loyer, l'abonnement téléphonique...) soient ventilées en fonction du nombre de services utilisateurs ; à titre d'exemple, toutes les dépenses de la Maison de l'enfance impacteront les services Multi accueil, Accueils de Loisirs Sans Hébergement d'Uzerche et le Relais d'Assistants Maternels (par exemple, pour l'emprunt lié à la Maison de l'Enfance)
- Que les dépenses liées aux sorties des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (frais d'entrée, transport...) soient ventilées en fonction du nombre d'enfants inscrits sur les structures pour ladite sortie ;

Madame Corinne Bouysse - Vice-Présidente précise que dans un souci de bonne gestion administrative et comptable une mutualisation des moyens humains est mise en place et qu'afin de répartir la charge financière de la masse salariale et des frais annexes liés, il est également appliqué une clé de répartition.

Compte tenu des diverses réorganisations des services suite aux prises de compétences ou reprises de structures, il est proposé de modifier la clé de répartition à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Aussi, les dépenses liées aux agents « transversaux » seraient réparties ainsi :

- **Poste du Directeur de la Communauté de Communes**
  - 37 % Communauté de Communes
  - 63 % CIAS
    - 13 % multi accueil
    - 3 % Relais Assistants Maternels
    - 12 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Uzerche
    - 12 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Vigeois



## COMPTE RENDU

### Séance du conseil d'administration CIAS

07 décembre 2020 - Uzerche

- 15 % Aides Ménagères – service prestataire
- 8 % Service de Coordination de l'Autonomie
- **Poste en charge de la Gestion des Ressources Humaines de la Communauté de Communes**
  - 9 % Communauté de Communes
    - 7 % Administration Générale
    - 1 % SPANC
    - 1 % Urbanisme
  - 91 % CIAS
    - 10 % multi accueil
    - 1 % Relais Assistants Maternels
    - 14 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Uzerche
    - 15 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Vigeois
    - 50 % Aides Ménagères
    - 1 % Instance de Coordination de l'Autonomie
- **Poste en charge de la comptabilité et de la commande publique de la Communauté de Communes**
  - 25 % Communauté de Communes
    - 17 % Administration Générale
    - 7 % SPANC
    - 1 % Urbanisme
  - 75 % CIAS
    - 18 % multi accueil
    - 1 % Relais Assistants Maternels
    - 18 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Uzerche
    - 18 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Vigeois
    - 16 % Aides Ménagères
    - 4 % Instance de Coordination de l'Autonomie
- **Poste du Directeur de l'Aménagement**
  - 90 % Communauté de Communes
    - 71 % Administration Générale
    - 4 % SPANC
    - 15 % Urbanisme
  - 10 % CIAS
    - 3 % multi accueil
    - 1 % Relais Assistants Maternels
    - 3 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Uzerche
    - 3 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Vigeois
- **Poste agent technique**
  - 100 % Communauté de Communes
    - 95 % SPANC
    - 5 % Administration Générale

Après délibération, le conseil d'administration, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la clé de répartition présentée ci-dessus ;
- **DIT** que cette clé de répartition est applicable dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et pourra être revue en cas de réorganisation des services et des compétences ;
- **DIT** que les dépenses liées aux budgets annexes seront refacturées au dit budget en fin d'année ;
- **DEMANDE** à Madame la Présidente de bien vouloir transmettre cette décision aux partenaires financiers.

#### **COMPTABILITE MODIFICATION DE LA CLE DE REPARTITION - COMPTABILITE – CLE DE REPARTITION – année 2022**

Même explication.

Compte tenu des diverses réorganisations des services suite aux prises de compétences ou reprises de structures, il est proposé de modifier la clé de répartition à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Aussi, les dépenses liées aux agents « transversaux » seraient réparties ainsi :

- **Poste du Directeur de la Communauté de Communes**
  - 37 % Communauté de Communes
  - 63 % CIAS
    - 12 % multi accueil
    - 3 % Relais Assistants Maternels
    - 11 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Uzerche
    - 11 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Vigeois
    - 17 % Aides Ménagères – service prestataire
    - 9 % Service de Coordination de l'Autonomie
- **Poste en charge de la Gestion des Ressources Humaines de la Communauté de Communes**
  - 7 % Communauté de Communes
    - 5 % Administration Générale

## COMPTE RENDU

### Séance du conseil d'administration CIAS

07 décembre 2020 - Uzerche

- 1 % SPANC
- 1 % Urbanisme
- 93 % CIAS
  - 12.50 % multi accueil
  - 1 % Relais Assistants Maternels
  - 12.50 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Uzerche
  - 12.50 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Vigois
  - 53.50 % Aides Ménagères
  - 1 % Instance de Coordination de l'Autonomie
- **Poste en charge de la comptabilité et de la commande publique de la Communauté de Communes**
  - 28 % Communauté de Communes
    - 11 % Administration Générale
    - 13 % SPANC
    - 4 % Urbanisme
  - 72 % CIAS
    - 14 % multi accueil
    - 1 % Relais Assistants Maternels
    - 15 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Uzerche
    - 15 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Vigois
    - 23 % Aides Ménagères
    - 4 % Instance de Coordination de l'Autonomie
- **Poste du Directeur de l'Aménagement**
  - 85 % Communauté de Communes
    - 64 % Administration Générale
    - 4 % SPANC
    - 17 % Urbanisme
  - 15 % CIAS
    - 6 % multi accueil
    - 1 % Relais Assistants Maternels
    - 4 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Uzerche
    - 4 % Accueils de Loisirs Sans Hébergement Vigois
- **Poste agent technique**
  - 100 % Communauté de Communes
    - 95 % SPANC
    - 5 % Administration Générale

Après délibération, le conseil d'administration, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la clé de répartition présentée ci-dessus ;
- **DIT** que cette clé de répartition est applicable dès le 1<sup>er</sup> janvier 2022 et pourra être revue en cas de réorganisation des services et des compétences ;
- **DIT** que les dépenses liées aux budgets annexes seront refacturées au dit budget en fin d'année ;
- **DEMANDE** à Madame la Présidente de bien vouloir transmettre cette décision aux partenaires financiers.

#### DECISION MODIFICATIVE N°2

Madame la Présidente propose au conseil d'administration de réaliser des virements de crédits en fonctionnement.

#### **FONCTIONNEMENT**

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Objet	Montant	Compte	Objet	Montant
6611	Dotations aux amortissements	10,00 €			
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	1 900,00 €			
022	Dépenses imprévues	- 1 910,00 €			
	<b>Total des dépenses de fonctionnement</b>	<b>0.00 €</b>		<b>Total des recettes de fonctionnement</b>	<b>0.00 €</b>

Après délibération, le conseil d'administration, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la décision modificative présentée ci-dessus.

#### ENGAGEMENT DES CREDITS D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET 2022

Madame la Présidente rappelle que conformément à l'article L. 1612-1 du CGCT, l'exécutif de la collectivité peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Les dépenses à prendre en compte sont les dépenses réelles de la section d'investissement votées au budget N-1, c'est-à-dire non seulement les dépenses inscrites au budget primitif, mais également celles inscrites dans les décisions modificatives, déduction faite des crédits nécessaires au remboursement de la dette, des restes à réaliser et des reports.

Aussi, après en avoir délibéré, le conseil d'administration, à l'unanimité :

**COMPTE RENDU**  
**Séance du conseil d'administration CIAS**  
**07 décembre 2020 - Uzerche**

- **AUTORISE** Madame la Présidente à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget 2022 dans la limite des crédits et représentant 25% maximum des crédits ouverts au budget de l'exercice 2021, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Chapitre – Libellé nature	Crédits ouverts en 2021	Montant autorisé avant le vote du BP 2022
20 – Immobilisations incorporelles	200,00 €	50,00 €
21 – Immobilisations corporelles	41 533,81 €	10 383,45 €
23 – Immobilisations en cours	27 208,06 €	6 802,00 €
<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT hors dette</b>	<b>68 941,87 €</b>	<b>17 235,45 €</b>